



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE
Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION
N° CFVU 27-SFP-026

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Juriste d'affaires***
Année universitaire 2018/2019

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élus étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la Faculté de Droit et Science Politique du 13 février 2018

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires parcours type Juriste d'affaires sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 Le Master Droit mention droit des affaires, parcours type Juristes d'affaires, est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en techniques contractuelles, fiscales, sociales et le droit des sociétés. Cette formation destine tout particulièrement les étudiants à des carrières au sein des directions juridiques d'entreprise ou des cabinets d'avocats d'affaires dans les secteurs notamment du droit des sociétés, des fusions acquisitions, des restructurations d'entreprise, des entreprises en difficulté (...) dans leurs aspects internes et internationaux.

ARTICLE 2. Accès de plein droit

2.1 - Ont vocation à être admis en Master 2 Droit mention droit des affaires, parcours type Juristes d'affaires, les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention droit des affaires ou d'un autre Master de droit, ou d'un diplôme jugé équivalent par le conseil scientifique.

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants du Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit pénal et sciences criminelles, parcours type Droit pénal et sciences criminelles, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale. Les enseignements du Master 2^{ème} année parcours type Juristes d'affaires sont récapitulés en annexe.

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - Le master 2^{ème} année Droit mention Affaires, parcours type Juristes d'affaires, est organisée sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 3 unités d'enseignement, le second semestre, 2

unités d'enseignement, totalisant respectivement 44 et 16 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

ARTICLE 7. Voie professionnelle

7.1 - L'étudiant doit effectuer un stage. La durée minimale de ce stage est de douze semaines. Pour les étudiants qui préparent l'examen d'entrée au Centre régional de formation à la profession d'avocat la durée du stage est réduite à six semaines. Ce stage a pour finalité de favoriser son insertion professionnelle en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences. A l'issue de ce stage, l'étudiant en fera une restitution écrite qui sera évaluée au cours d'une soutenance de rapport de stage.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8. Organisation des examens :

8.1 - L'examen du Master comporte une session unique pour chaque semestre.

ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la session unique

9. 1 Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

UE1 : Deux épreuves écrites d'une durée de trois heures notées sur 20 portant sur les matières suivantes : création de l'entreprise et structure de l'entreprise

UE2 : Un exposé-discussion portant sur l'ensemble de matières composant UE2 noté sur 60.

UE3 : Une épreuve écrite intégrée à l'examen de l'U.E.1 « Structure de l'entreprise » notée sur 10

UE4 : Le cours d'anglais juridique donne lieu à un contrôle continu noté sur 40

UE5 : Rédaction d'un rapport de stage noté sur 60

ARTICLE 10. Bonifications

10.1- Les activités physiques et sportives facultatives ainsi que la participation à l'Orchestre de l'Université donnent lieu à l'obtention de points de bonification dont le cumul ne peut dépasser le plafond de 3,33% du total des points du semestre 3 soit 30 points /880 et du semestre 4 soit 10 points /320.

10.2 - Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

10.3- Les points des activités physiques et sportives sont attribués sous la responsabilité des professeurs d'éducation physique et sportive de l'Université. Les points liés à la participation à l'Orchestre de l'Université sont attribués sous la responsabilité du Chef d'Orchestre.

10.4- La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - Validation et admission

ARTICLE 11. Condition de validation des unités et des semestres

11.1- Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne

► Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de 440/880 points pour le semestre 3 et 160/320 points pour le semestre 4 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

11.2- Les semestres sont validés isolément sans compensation

► Isolément : Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total 440/880 points pour le semestre 3 et 160/320 points pour le semestre 4. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 44 et 16 crédits européens correspondants (ECTS).

ARTICLE 12 Conditions d'attribution d'une mention

12.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 13 Délivrance du diplôme

13.1 - Pour être déclaré admis au diplôme l'étudiant doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury d'examen peut octroyer des points jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 24 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie
Universitaire



PJ : annexes

UNIVERSITÉ TOULOUSE 1 CAPITOLE

2 rue du Doyen Gabriel Marty -31042 Toulouse cedex 9-France-Tél :05 61 63 35 00 -Fax: 05 61 63 37 98 - www.ut-capitole.fr

Master 2 mention Droit des affaires parcours-type juriste d'affaires année 2018-2019

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE1	Création de l'entreprise	Obligatoire	8	57	Epreuve écrite de 3h	160	320
	Structure de l'entreprise	Obligatoire	8	42	Epreuve écrite de 3h	160	
UE2	Techniques Fiscales	Obligatoire	9	69	Un exposé-discussion portant sur l'ensemble de matières	500	500
	Techniques Contractuelles	Obligatoire	7	51			
	Techniques Sociales	Obligatoire	9	60			
UE3	Gouvernance	Obligatoire	3	24	Epreuve écrite groupée avec structure de l'entreprise	60	60
Bonification						3.33% du total des points du semestre	
Total Semestre 3			44	303		880	880
Semestre 4	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE4	Anglais Juridique	Obligatoire	5	40	Contrôle continu	100	100
UE5	Rédaction d'un rapport de stage	Obligatoire	11			220	220
Bonification						3.33% du total des points du semestre	
TOTAL semestre 4			16	40		320	320
TOTAL Année			60	343		1200	1200



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous



Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media